

|||||

bénéficierait d'une aide financière, les négociations en vue de l'adhésion du pays à l'Union européenne seraient accélérées et l'Union s'engagerait à exempter les Turcs de visa pour les voyages en Europe. Depuis la conclusion de l'accord, le nombre de migrants arrivant dans les îles grecques a considérablement diminué. Avant l'accord, il s'agissait de milliers de réfugiés par jour; très vite le nombre quotidien est tombé à moins de 100. Une reconstruction de cet épisode établie par le quotidien néerlandais *de Volkskrant* permet de conclure que le Premier ministre Rutte a joué un rôle important dans l'élaboration de l'accord sur le devant de la scène comme dans les coulisses. Durant l'exercice de sa présidence de l'Union européenne, il a collaboré étroitement avec la chancelière allemande Angela Merkel. L'accord avec la Turquie, considéré par maints pays européens comme un «hold-up germano-néerlandais», a finalement été adopté à l'unanimité.

L'accord s'avéra rapidement quelque peu caduc. Selon Erik-Jan Zürcher, professeur de langues et de cultures turques à l'université de Leyde, il prendrait rapidement le chemin de la «corbeille à papier». Ce turcologue estimait que le président turc ne pourrait jamais acquiescer à la revendication européenne que la Turquie assouplisse sa législation antiterroriste.

L'impact de l'accord avec la Turquie et les conséquences du résultat du référendum néerlandais sur l'Ukraine déterminent en grande partie le regard rétrospectif sur la présidence néerlandaise. Les paroles du roi Willem Alexander tiennent en tout cas la route. Dans son discours devant le Parlement européen, il a clairement exprimé les préoccupations des citoyens ordinaires concernant l'Europe: «Bruxelles est parfois davantage perçu comme un épouvantail et un importun que comme un allié». Il a demandé aux europarlementaires de faire leur propre examen de conscience et d'être réceptifs aux critiques venant de l'extérieur. Il a souligné que l'on s'est attaqué et s'attaque trop tard à bon nombre de questions urgentes et à la crise humanitaire qui a

suivi l'afflux de réfugiés: «L'anticipation n'est pas le point fort de l'Europe». Une Union plus efficace nécessite une meilleure coopération entre Bruxelles et les États membres, a encore souligné le roi. Ce sont là des mots que l'on aurait tout aussi bien pu entendre de la bouche du Premier ministre néerlandais.

Joris van de Kerkhof
(Tr. W. Devos)

1 Voir *Septentrion*, XXXIX, n° 1, 2010, pp. 84-86.

2 Voir *Septentrion*, XL, n° 1, 2011, pp. 102-103.